



**ASSEMBLEE GENERALE
68^{ème} session
Rome, 22 juin 2011**

FR

UNIDROIT 2011
A.G. (68)2 rév. 1
Original: anglais
14 juillet 2011

RAPPORT DE SYNTHÈSE

(préparé par le Secrétariat d'UNIDROIT)

Ouverture de la session

1. La 68^{ème} session de l'Assemblée Générale s'est tenue au siège d'UNIDROIT le 22 juin 2011 et les représentants diplomatiques en Italie de 34 Etats membres y ont participé (voir la liste des participants en Annexe I).

2. Le *Président de l'Institut*, M. Alberto Mazzoni, a souhaité la bienvenue aux délégués présents à la session de l'Assemblée Générale présidée par S.E. Mme *Thenjiwe E. Mtintso*, Ambassadeur de la République d'Afrique du sud en Italie et Présidente de l'Assemblée Générale pour la période 2010-2011.

Point n. 1 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour (A.G. (68) 1)

3. Le projet d'ordre du jour a été approuvé ainsi qu'il avait été proposé (voir Annexe II).

Point n. 2 de l'ordre du jour – Rapport de la 90^{ème} session du Conseil de Direction et perspectives pour l'année 2011 (C.D. (90) Misc 3)

4. Le *Secrétaire Général*, M. *Estrella Faria*, a fait référence aux Conclusions sommaires de la 90^{ème} session du Conseil de Direction (C.D. (90) Misc 3). Il a relevé en particulier les délibérations du Conseil de Direction concernant la mise à jour des objectifs stratégiques de l'Organisation, et la demande adressée au Secrétariat de préparer une version révisée du Plan stratégique qui tiendrait compte des délibérations du Conseil.

5. L'Assemblée Générale a été d'accord avec le Conseil de Direction pour souligner qu'il était souhaitable d'impliquer tous les Etats membres dans l'évaluation des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme de travail. L'Assemblée Générale a salué la décision prise par le Conseil de Direction de faire systématiquement usage des pouvoirs conférés par l'article 16 du Règlement d'UNIDROIT d'inviter à prendre part à ses séances, à titre consultatif, des représentants de Gouvernements membres qui ne comptaient pas un de leurs ressortissants au sein du Conseil.

Point n. 3 de l'ordre du jour – Progrès dans la mise œuvre du Programme de travail de l'Organisation pour la période triennale 2011-2013 (A.G. (67) 9 rév.)

6. Le *Secrétaire Général* a présenté les recommandations du Conseil de Direction concernant le Programme de travail et les progrès accomplis par le Secrétariat dans leur mise en œuvre.

7. L'Assemblée a notamment été informée du fait que le Conseil avait convenu d'autoriser le Secrétariat à transmettre le texte de l'avant-projet révisé de Protocole à la Convention du Cap portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux, établi à la cinquième session du Comité d'experts gouvernementaux, en tant que projet de Protocole, à une Conférence diplomatique (d'une durée de deux semaines) pour adoption au cours du premier trimestre 2012. Le lieu serait convenu par le Conseil à la lumière des informations dont il disposera ultérieurement.

8. Le *Secrétaire Général* a également informé l'Assemblée Générale du fait que le Conseil avait adopté, par acclamation, la troisième édition des Principes (qui seront connus sous le nom de "Principes d'UNIDROIT 2010") et avait autorisé sa publication et promotion dans le monde.

9. L'Assemblée a en outre été informée de la demande adressée par le Conseil au Président d'UNIDROIT de procéder à la convocation d'un comité de suivi, conformément à l'article 20 de la Convention d'UNIDROIT sur les biens culturels volés ou illicitement exportés.

10. Le *Secrétaire Général* a également indiqué à l'Assemblée Générale les mesures et la procédure envisagées par le Secrétariat pour mener à bien les diverses activités inscrites au Programme de travail de l'Organisation. En particulier, il a fait état des progrès accomplis par le Secrétariat concernant la préparation de principes et de règles sur la compensation des instruments financiers, ainsi que sur les consultations envisagées sur les principes et règles susceptibles d'accroître les transactions sur les marchés financiers émergents, le droit privé et l'agriculture, la responsabilité civile pour les services fournis par le Système Global de Navigation Satellitaire (GNSS) et un éventuel quatrième Protocole à la Convention du Cap portant sur les questions spécifiques aux matériels d'équipement agricoles, miniers et de construction.

Point n. 4 de l'ordre du jour – Classement des Etats membres dans le tableau des contributions d'UNIDROIT (F.C. (69) 3)

11. L'Assemblée a été informée du fait que, lors de sa 69^{ème} session (Rome, 24 février 2011), la Commission des Finances avait examiné le classement de chaque Etat membre dans le tableau des contributions de l'Organisation, selon le souhait exprimé par l'Assemblée Générale à sa 67^{ème} session (Rome, 1^{er} décembre 2010).

12. La méthodologie actuellement suivie pour le classement des Etats membres dans le tableau des contributions d'UNIDROIT conformément à l'article 16(3) du Statut organique d'UNIDROIT était le résultat d'une décision prise par l'Assemblée Générale lors de sa 52^{ème} session (Rome, 27 novembre 1998). L'Assemblée avait alors adopté une méthodologie de classement proposée par le Secrétariat et approuvée par la Commission des Finances lors de sa 51^{ème} session (Rome, 6 octobre 1998). En vertu de cette décision, les Etats membres d'UNIDROIT étaient actuellement classés en huit catégories plus une catégorie spéciale, chacune correspondant à un certain pourcentage des contributions dues par ces Etats au budget de l'Organisation des Nations Unies.

13. L'Assemblée a en outre été informée du fait que la Commission des Finances, à la lumière du barème actuel de l'Organisation des Nations Unies, qui avait été adopté par la Résolution No. A/RES/64/248 du 23 décembre 2009, avait établi que 14 Etats membres d'UNIDROIT devraient figurer dans une catégorie supérieure à celle dans laquelle ils se trouvaient actuellement. Ces Etats en avaient été informés et le Secrétariat leur avait demandé de soumettre leurs observations ou propositions alternatives avant le 20 juin 2011.

14. La Commission des Finances soumettrait sa proposition concernant la révision du tableau des contributions à l'Assemblée Générale pour adoption, lors de sa 69^{ème} session qui se tiendrait à la fin de l'année 2011, conformément à l'article 16 du Statut organique. La Résolution pertinente de l'Assemblée Générale exigeait l'approbation par une majorité des deux tiers des membres présents et votants. Les Etats qui n'étaient pas en mesure d'accepter le reclassement auraient la possibilité de proposer des solutions alternatives à l'Assemblée Générale, par exemple le report du reclassement d'une année, ou le reclassement temporaire à un niveau intermédiaire.

Point n. 5 de l'ordre du jour – Date de la 69^{ème} session de l'Assemblée Générale
(A.G. (68) 1)

15. L'Assemblée Générale a décidé de tenir sa 69^{ème} session le 1^{er} décembre 2011.

Point n. 5 de l'ordre du jour – Divers

16. La *Présidente de l'Assemblée Générale* a exprimé sa préoccupation face à la lenteur du versement des contributions pour l'exercice financier en cours, ainsi que pour le niveau croissant des arriérés accumulés par divers pays. Tout en exprimant sa compréhension pour les difficultés financières rencontrées par les Etats, elle a invité tous les Etats membres à faire tous les efforts possibles pour régler leurs obligations financières rapidement et intégralement.

ANNEXE I**LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS**

ARGENTINA / ARGENTINE	Mr Marcelo Adrian MASSONI Counsellor Embassy of Argentina in Italy
AUSTRALIA / AUSTRALIE	Mr Toshi KAWAGUCHI Second Secretary Embassy of Australia in Italy
AUSTRIA / AUTRICHE	Ms Katharina WIESER Minister Embassy of Austria in Italy
BELGIUM / BELGIQUE	Mme Isabelle MANGELINCKX Consul Ambassade de Belgique en Italie
BULGARIA / BULGARIE	Mr Vassil PETKOV Minister Plenipotentiary Deputy Head of Mission Embassy of the Republic of Bulgaria in Italy
CHILE / CHILI	Mr Rodrigo GUZMAN First Secretary Embassy of Chile in Italy
CHINA / CHINE	Mr WU Cong Attaché - Economic and Commercial Counsellor's Office Embassy of the People's Republic of China in Italy
COLOMBIA / COLOMBIE	Ms Beatriz CALVO VILLEGAS Counsellor Embassy of Colombia in Italy Ms Maria Victoria SALCEDO Counsellor Embassy of Colombia in Italy
CYPRUS / CHYPRE	Mr Iacovos GIRAGOSIAN Counsellor Embassy of the Republic of Cyprus in Italy
CZECH REPUBLIC / REPUBLIQUE TCHEQUE	Mr Milan TOUŠ Second Secretary Embassy of the Czech Republic in Italy

DENMARK / DANEMARK	Ms Ane Sofie THYBO Intern - Office of Political and Economic Affairs Embassy of Denmark in Italy
EGYPT / EGYPTE	Mr Emad Magdy HANNA KAMEL First Secretary Embassy of the Arab Republic of Egypt in Italy
FRANCE	Mme Françoise TRAVAILLOT Magistrat de liaison Ambassade de France en Italie M. Lorenzo FOCARDI Stagiaire auprès du Magistrat de liaison Ambassade de France en Italie
GERMANY / ALLEMAGNE	Ms Simone MAASSEN-KRUPKE Head of Legal and Consular Office Embassy of Germany in Italy
GREECE / GRECE	Ms Christina KARAGIORGA Counsellor Embassy of Greece in Italy
HUNGARY / HONGRIE	Ms Petra KOVÁCS Third Secretary Embassy of Hungary in Italy
IRELAND / IRLANDE	Ms Dearbhla DOYLE Deputy Head of Mission Embassy of Ireland in Italy
JAPAN / JAPON	Ms Satoko MASUTANI KOIKE Third Secretary Embassy of Japan in Italy
LUXEMBOURG	S.E. M. Jean-Louis WOLZFELD Ambassadeur Ambassade du Luxembourg en Italie
MEXICO / MEXIQUE	Mr Diego SIMANCAS Second Secretary Embassy of Mexico in Italy Ms Claudia Cecile de MAULEÓN Adviser Embassy of Mexico in Italy
NORWAY / NORVEGE	Mr Richard Nygaard SCARBOROUGH First Secretary Embassy of Norway in Italy

PAKISTAN	Mr Rahim H. QURESHI Counsellor Embassy of the Islamic Republic of Pakistan in Italy
POLAND / POLOGNE	Ms Katarzyna SKRZEK Specialist in the Legal Office Ministry of Economy Ms Joanna HERCZYNSKA First Secretary Embassy of Poland in Italy
PORTUGAL	Mr Nuno de MELLO BELLO Minister Counsellor Embassy of Portugal in Italy
ROMANIA / ROUMANIE	Ms Alina CATANA Third Secretary Embassy of Romania in Italy
RUSSIAN FEDERATION / FEDERATION DE RUSSIE	Mr Alexey FILIPPOV Counsellor Legal Department Ministry of Economic Development <i>Moscow</i> Mr Valery FEDCHUK Legal Adviser Trade Representation of the Russian Federation in Italy <i>Rome</i>
SAUDI ARABIA / ARABIE SAOUDITE	Mr Mohammed A.M. AL SHMMARI Director of Legal Affairs Ministry of Foreign Affairs
SLOVENIA / SLOVENIE	Ms Romana BERNIK Head of Civil Law Unit International Cooperation Division Ministry of Justice
SOUTH AFRICA / AFRIQUE DU SUD	H.E. Mr Thenjiwe MTINTSO Ambassador Embassy of South Africa in Italy Chairperson of the General Assembly/ Présidente de l'Assemblée Générale Mr Marc JURGENS Counsellor Embassy of South Africa in Italy

SWITZERLAND / SUISSE	M. Tiziano BALMELLI Conseiller (Affaires juridiques et politiques) Ambassade de Suisse en Italie
TUNISIA / TUNISIE	Mme Hazar SASSI Conseiller chargé des Relations avec les Organisations Internationales à Rome Ambassade de Tunisie en Italie
TURKEY / TURQUIE	Ms Makbule KOÇAK Legal Counsellor Embassy of Turkey in Italy
UNITED STATES OF AMERICA / ETATS-UNIS D'AMERIQUE	Mr Keith Lee HEFFERN Political / Management Officer Alternate Permanent Representative United States Mission to the United Nations Agencies for Food and Agriculture in Rome
URUGUAY	Mr Carlos BENTANCOUR Minister Counsellor Embassy of Uruguay in Italy
VENEZUELA	Mr Manuel CLAROS Second Secretary Permanent Representation of the Bolivarian Republic of Venezuela to FAO

UNIDROIT

Mr José Angelo ESTRELLA FARIA, Secretary-General / *Secrétaire-Général*
Mr Martin STANFORD, Deputy Secretary-General / *Secrétaire Général adjoint*

ANNEXE II**ORDRE DU JOUR**

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Rapport de la 90^{ème} session du Conseil de Direction (Rome, 9-11 mai 2011) et perspectives pour l'année 2011
3. Progrès dans la mise en œuvre du Programme de travail de l'Organisation pour la période triennale 2011-2013, tel qu'approuvé par l'Assemblée Générale (A.G. (67) 9 rév.)
4. Classement des Etats membres dans le tableau des contributions d'UNIDROIT
5. Date et lieu de la 69^{ème} session de l'Assemblée Générale
6. Divers